



Genre

Guinée

Hadja Aicha Barry et Sayon Béréte, deux femmes qui inspirent par leur engagement pour une meilleure gouvernance des ressources naturelles



Introduction

À l'instar de la plupart des pays africains, la Guinée est un pays où les inégalités de genre sont marquées. La vie sociale est fortement dominée par les hommes et les femmes ont généralement une marge de manœuvre réduite dans la prise de décision, aussi bien au sein de leur famille que dans la société

Les statistiques disent tout sur la représentation des femmes : plus de 32 ministres composent le gouvernement actuel (février 2020), et **seulement 4 femmes occupent un portefeuille ministériel ; à l'assemblée nationale, moins de 30 % des sièges sont occupés par des femmes ; enfin, seules 2 femmes président des institutions républicaines, sur les 10 que compte le pays.**

Dans le secteur minier privé, la sous-représentation des femmes est encore plus

palpable : il existe une vingtaine de sociétés minières actives dans le pays, **mais une seule femme détient un poste de direction** et il en est de même au sein du groupe multipartite de l'ITIE (Initiative pour la Transparence des Industries Extractives) où, **sur les 24 membres, 3 seulement sont des femmes.**

La représentativité des femmes dans les instances de prises de décision préoccupe à plus d'un titre et certaines femmes leaders tentent, comme elles le peuvent, d'agir avec les moyens qui sont à leur portée.



Hadja Aicha Barry : L'une des rares femmes osant remettre en question la gouvernance du secteur minier en Guinée

Hadja Aicha Barry a un parcours universitaire impressionnant : elle est titulaire d'un diplôme d'études supérieures (DES) en géographie, d'un master en environnement et d'un certificat en gouvernance des industries extractives, délivré par le Centre d'excellence des industries extractives de l'Université catholique de Yaoundé, au Cameroun.

Très tôt consciente des enjeux d'une bonne gouvernance dans les industries extractives, elle sait que la participation des citoyens est essentielle. Ses 20 ans passés dans l'enseignement ont alimenté en elle un goût certain pour la vie publique. Il se traduit par son engagement sans faille pour la cause féminine, ce qui lui a permis d'être mutée au ministère des Affaires sociales, de la Promotion féminine et de l'Enfance. Leader née et militante depuis ses jeunes années, Hadja Aicha Barry s'est vue confier la Direction de la famille au sein de ce ministère.

Un leadership mis au service de l'engagement citoyen

Qualifiée de « féministe convaincue » par certains en raison de son combat continu en faveur des femmes, Hadja Aicha Barry emploie tous les moyens pour les défendre. Elle partage son énergie entre son devoir de femme au foyer et sa passion, qui est d'aider les femmes et les jeunes filles à se frayer un chemin dans la société et de les convaincre de la nécessité d'un engagement citoyen. Cet engagement est le sien depuis qu'elle a démarré sa vie d'étudiante :



Hadja Aicha Barry est membre fondateur et vice-présidente de PCQVP Guinée et œuvre en particulier à la défense des droits des femmes. Elle a fondé la Coalition guinéenne des femmes pour les mines et le développement durable et a été le point focal « Genre » au niveau de la région dans le cadre du projet de PCQVP lié aux questions de genre.

© PWYP Guinea

elle déplorait le faible intérêt des femmes guinéennes pour les questions de gouvernance, chasse gardée des hommes.

« Notre but est d'attirer le plus grand nombre de femmes sur le terrain de la gouvernance afin d'améliorer leur participation au débat public sur les industries extractives, secteur très fortement dominé par les hommes. »



Sa marque au sein PCQVP

Au début, elle était l'unique représentante d'organisations féminines au sein de la coalition Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP). Ayant réussi à asseoir son influence, Hadja Aicha Barry siège maintenant au conseil d'administration de PCQVP et veille au bon fonctionnement de la coalition.

« Je suis celle qui, contre vents et marées, au sein de PCQVP, défend les actions en faveur des femmes, parfois au prix de bien des débats. C'est pourquoi j'ai été choisie comme point focal du projet infrarégional sur le genre qui regroupe 3 pays : la Guinée, le Sénégal et le Burkina Faso ».

Hadja Aicha Barry renverse les préjugés et les pesanteurs sociales et sait exprimer sans crainte ses idées et ses opinions pour contribuer à la planification et à l'exécution des activités de la coalition PCQVP.

Sa participation à la gouvernance des industries extractives en Guinée

Consciente des difficultés d'ordre social qui freinent l'engagement des femmes dans le suivi des politiques publiques, Hadja Aicha Barry a misé, en 2019, sur le pouvoir mobilisateur des organisations de femmes et a rassemblé autour d'elle 12 ONG pour former COGUIFEMINES (la Coalition guinéenne des femmes pour les mines et le développement durable). Elles sont désormais toutes membres de la coalition nationale PCQVP et symbolisent la montée en puissance des femmes qui souhaitent participer à la gouvernance des industries extractives en Guinée. La COGUIFEMINES est aussi membre du cadre de concertation des organisations de la société civile sur les droits des femmes dans

le secteur minier. Récemment créé (un an à peine), ce cadre envisage l'organisation du 1er forum sur les droits des femmes dans le secteur minier guinéen. Le forum se veut un espace de dialogue, d'information, de sensibilisation et de plaidoyer pour la prise en compte par les décideurs et l'ensemble des parties prenantes des droits des femmes en matière d'exploitation minière. Le mois de mars étant le mois de la femme, il sera mis à profit pour inciter les femmes à conquérir l'espace public.

Une vision optimiste face aux défis à relever

Il est juste de reconnaître une amélioration de la condition de la femme en Guinée qui jouit désormais d'un meilleur accès aux formations et à la vie publique. Cependant, il y a encore des ombres au tableau. Le défi majeur des femmes demeure le manque de confiance en elles : leurs faibles compétences ne les incitent pas à s'engager dans la gouvernance.

« J'ai réussi à vaincre mes détracteurs lorsque j'étais enseignante en géographie au lycée. Certains responsables de mon établissement avaient mis en doute mes compétences, poussant ainsi la direction communale de Kaloum à suivre de près ce que je faisais. La directrice est venue en personne inspecter l'une de mes classes, et à la fin elle m'a avoué être impressionnée par la qualité du cours ; j'ai alors reçu ses compliments et pu bénéficier de sa confiance ».

Les jeunes femmes guinéennes comprennent maintenant qu'elles doivent s'engager et aller jusqu'au bout.



Sayon Béréte :

Garantir la reconnaissance des droits des femmes dans les industries extractives en Guinée

Mme Sayon Béréte, ingénieure géologue, issue de la 32ème promotion de l'Institut supérieur des mines et de la géologie de Boké, a commencé sa carrière dès la fin de ses études universitaires. Elle a acquis son expérience professionnelle auprès de plusieurs entreprises minières, notamment SAG. Elle a ensuite jugé nécessaire de rentrer à Conakry pour enseigner la géologie. Comme elle explique :

« J'ai souhaité, à un moment donné, changer de voie ; j'ai laissé l'éducation et j'ai été affectée au ministère des Mines au mois de mars 2007. Mon transfert est intervenu en milieu d'année, mais je n'ai pas abandonné mes élèves qui préparaient le bac pour autant, car je n'ai rejoint mes nouvelles fonctions qu'à la fin de l'année scolaire ».

Au sein du ministère des Mines et de la Géologie, Mme Sayon est passée par plusieurs services : elle a commencé par le Bureau stratégique et de développement (BSD) avant de rejoindre son domaine de prédilection, la direction nationale de la Géologie où elle est restée deux ans. Depuis 2016, elle travaille en tant que géologue au service national des projets miniers.

Son parcours avec l'ONG Women In Mining (WIM)

L'ONG « Women In Mining » (WIM) [Les femmes dans le secteur minier] a été créée en 2014 par



Sayon Béréte est coordinatrice de l'ONG « Women in Mining Guinea ». Elle est ingénieure géologue et effectue ici une prospection sur un site minier.

© PWYP Guinea

d'anciennes travailleuses de la société Rio Tinto et d'autres du secteur minier public. L'idée avait germé de réunir les femmes travaillant dans le secteur, qu'elles appartiennent à l'administration centrale, soient employées dans des sociétés minières, ou comme orpailleurs, parce que « *les conditions de vie des femmes du secteur laissent tant à désirer* ».

WIM est présidée par Mme Zeinab Camara, ancienne directrice des relations communautaires chez Rio Tinto, actuellement cheffe de cabinet au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Après sa création, des actions de sensibilisation ont été menées auprès des femmes du secteur minier pour les inviter à adhérer à l'ONG. En 2015, le réseau « Women in Mining of West Africa (WIMOWA) » dont la Guinée est membre fondateur a été mis sur pied. Bien que l'initiative concerne les pays membres



Sayon Béréte, discours prononcé lors d'un atelier sur les questions de genre, à Accra, 2019.

© PWYP Guinea

de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), les organisations fondatrices ont considéré nécessaire de se rapprocher de leurs collègues de la Guinée, compte tenu de ses importantes réserves en ressources minières. Dépositaire de la confiance de ses consœurs, Mme Béréte a été élue au bureau exécutif comme Commissaire chargée de la sécurité et de la formation, lors d'une assemblée générale tenue à Dakar.

Le combat des femmes dans le domaine minier n'est guère facile, mais les initiatives fleurissent. C'est ainsi qu'en novembre 2019, l'Union africaine a contacté des femmes africaines actives dans le secteur minier pour créer l'AWIMA (African Women in Mining Association), avec au centre WIM Guinée.

L'indice WIM

L'idée de créer l'indice WIM est née d'une rencontre avec des représentants de l'ITIE, et du constat que les femmes sont laissées en marge des activités extractives en Guinée et ailleurs. Les

femmes qui travaillent dans le secteur extractif sont trop peu visibles et leurs conditions de vie ignorées. C'est pourquoi afin d'inverser cette tendance, en 2017, WIM soutenue par OSIWA (Initiative pour une société ouverte en Afrique de l'Ouest) et des consultants en matière de développement (Gateway), a réalisé une étude prospective sur les conditions des femmes dans le secteur minier.

L'indice WIM vise à renseigner de façon exacte sur la situation des femmes qui tirent leurs revenus de façon directe ou indirecte des activités extractives. Comme Sayon Béréte explique ;

« Nous avons affirmé qu'il était nécessaire de prendre en compte la situation des femmes dans ce secteur. Nous nous sommes réunies pour faire une étude qui n'avait encore jamais été menée en Afrique, et plus précisément en Guinée. Je constate avec regret aujourd'hui que pas plus de 10 % de femmes occupent des postes de responsabilité dans ce domaine, aussi bien dans le public que dans le privé ».



Sayon Béréte lors d'activités sur un site minier, seule femme au milieu de ses collègues hommes.

© PWYP Guinea



Sayon Berete with her colleagues from the Ministry of Mines and Geology of Guinea at the Africa Forum on the Mining in Accra in November 2019.

© PWYP Guinea

Des défis liés aux pesanteurs sociales

Même si les hommes et les femmes suivent les mêmes études, reçoivent les mêmes formations, leur niveau de représentativité dans les sphères décisionnelles reste faible. Cette situation s'explique, selon Mme Béréte, par des considérations socio-culturelles, si ancrées en Guinée.

« Parfois, au cours des missions de terrain avec mes collègues ingénieurs hommes, ils ne se gênent pas pour me dire "Béréte, sers-nous de l'eau à boire..." ; mais ça se passe dans leur tête, la culture est là, présente : ils pensent que ce rôle-là, c'est la femme qui doit toujours le remplir ».

Se rappelant de ses débuts au ministère des Mines, en 2008, Mme Sayon Béréte raconte que les gens la prenaient pour une secrétaire.

« Pour beaucoup, voir une femme au ministère des Mines, c'était donc obligatoirement une secrétaire ou une comptable ».

Dans l'esprit de bien des personnes, ce ministère n'est fait que pour les hommes :

« Ce qui est faux. Les femmes sont aussi capables que les hommes »

affirme-t-elle et de poursuivre :

« Personnellement, je force la situation. Si c'est nécessaire, je m'impose. Malheureusement je connais d'autres femmes qui hésitent à exprimer leurs idées, et elles restent souvent au second plan ».



La géologue assure que son engagement est fait de deux choses : l'amour pour son travail et la persévérance. Elle conclut :

« Ma particularité c'est que je ne me laisse pas faire par mes collègues hommes. Il faut parfois forcer la situation et persévérer. Mais aussi, il faut aimer ce que l'on fait. Moi, j'adore mon métier. C'est ce qui m'encourage à aller toujours plus loin ». ■



Sayon Béréte sur un site minier, pour faire le suivi d'un projet.

© PWYP Guinea

Cette étude a été préparée par Amadou Bah, pour le compte du Secrétariat de PQCV.

Ce travail a été rendu possible grâce au soutien de la William & Flora Hewlett Foundation.



**PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ**

Email : info@pwyp.org

www.pwyp.org/fr